



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINNE

Janvier 2012



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

REPERES : LE SECTEUR DE LA FORMATION AU BRÉSIL	4
Formations en ligne et gratuites	4
Record de fusions-acquisitions dans le secteur	4
AMÉRIQUE LATINE	5
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	5
Quelle croissance pour 2012 ?	5
<i>Business</i> : le palmarès des villes	5
ARGENTINE	6
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	7
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	8
Feuilleton médical à la Casa Rosada	8
Encore un excédent commercial	8
Dettes publiques et PIB	8
Les défis de 2012	9
Salaires trop faibles	9
BRÉSIL	10
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	11
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	12
La 6 ^{ème} puissance économique mondiale	12
Année record pour les fusions-acquisitions	12
Actualisation du salaire minimum et des allocations chômage	12
Rio attire les investissements	12
CHILI	13
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	14
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	15
Fin d'année mouvementée au sommet de l'État	15
Un peso qui perd de sa valeur	15
La mine d'or des IED	15
COLOMBIE	16
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	17
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	18
Niveau de <i>remesas</i> en hausse	18
Le pactole des entreprises étrangères	18
Les dernières données de la dette externe	18

MEXIQUE	19
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	20
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	21
Les derniers chiffres de l'emploi	21
Exportations : une croissance nettement plus faible	21
Forte hausse de la dette des États	21
URUGUAY	22
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	23
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	24
Une nation moins peuplée	24
Dégradation du déficit commercial.....	24
Le SMIC local au plus haut... ..	24
... et un chômage toujours plus bas.....	24

REPERES : LE SECTEUR DE LA FORMATION AU BRÉSIL

Formations en ligne et gratuites

Pour de nombreux brésiliens, le début d'une nouvelle année est le moment propice pour réfléchir sur leur avenir professionnel.

Pour ceux qui ne disposent pas de moyens pour suivre ou parfaire une formation, il y a des possibilités offertes gratuitement sur Internet. C'est le cas des sites Web de la **Fondation Getúlio Vargas**, de l'Université de Campinas (État de São Paulo), de la **SEBRAE** et même du ministère des Finances.

Record de fusions-acquisitions dans le secteur

En 2011, **27** opérations de ce type ont été réalisées dans le secteur de la formation et de l'éducation.

20 opérations représentant **1,3 milliard de dollars** ont concerné seulement quatre entreprises cotées en bourse. Le record a été enregistré par l'achat de l'Université du Nord du Paraná (UNOPAR) par le groupe **Kroton Educacional** pour **720 millions de dollars**.

PS : selon **KPMG**, le secteur devrait connaître d'autres opérations dans l'enseignement de base et moyen.

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Quelle croissance pour 2012 ?

Selon l'agence **Moody's**, malgré la solidité des fondamentaux et l'engagement d'une discipline dans le domaine macroéconomique, l'ensemble des pays de la région ne devrait pas échapper à l'impact de la crise qui frappe l'Europe et les États-Unis. En d'autres termes, une récession dans les pays occidentaux développés n'épargnerait pas l'Amérique latine.

Parmi les défis à relever figurent les risques d'une réévaluation des monnaies locales qui, en même temps qu'elle favorise les économies exportatrices de matières premières payées à prix fort, pourrait reporter la mise en œuvre de réformes essentielles dont celles des systèmes fiscaux et des régimes du travail, entre autres. Selon **Moody's**, tout doit être fait pour favoriser l'épargne, l'investissement, la productivité et les changements technologiques afin d'assurer un développement constant. Mais globalement, le rythme de croissance est assuré en 2012 et l'inflation semble être contrôlée.

Enfin, pour le **Fonds monétaire international**, l'Amérique latine devrait baser sa croissance en diminuant certains impôts (le Brésil a diminué la fiscalité pour les investisseurs étrangers et producteurs locaux) et stimuler la dépense afin de conserver la confiance des investisseurs et des créanciers.

Business : le palmarès des villes

Comme chaque année, la revue **AméricaEconomía** a publié son classement des villes latino-américaines en fonction de leur facilité à y faire des affaires, basé sur des critères de qualité de vie, d'infrastructures et d'autres aspects comme la recherche scientifique. Des nombreuses villes brésiliennes ont gagné des places dans le classement 2011.

Ainsi, Miami (ville hispanophone) conserve la première place, suivie par São Paulo et Santiago du Chili. Les villes brésiliennes qui ont amélioré leur position sont Brasília (9^{ème}), Porto Alegre (15^{ème}), Belo Horizonte (16^{ème}), ayant déplacé San José de Costa Rica (12^{ème}), Monterrey (13^{ème}) et Medellín (17^{ème}).

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 40,1M d'hab.

Densité de population 14,36 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2011-2015)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2010	2011	2012 ^P
PIB (Md\$)		280,9	303,1	317,0
PIB (Δ %)		9,2	7,9	4,0
PIB/hab. (\$)		7 005	7 559	7 905
Taux d'intérêt court* (%)		11,45	11,45	11,45
Taux d'inflation (Δ %)		25,0	24,0	25,0
Taux de chômage* (%)		7,4	7,2	7,2
Solde commercial (Md\$)		12,9	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		52,0	52,5	52,5
Dettes extérieures* (Md\$)		123,8	164,3	164,3
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,98	4,30	
	/EUR	5,26	5,57	

*Dernière donnée connue | ***Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,4	63,6	11,0

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Feuilleton médical à la Casa Rosada

La maladie thyroïdienne de la Présidente a surpris et bouleversé les habitudes de son équipe gouvernementale. D'abord, ce fut l'annonce à la fois de la gravité de sa maladie (cancer) et ensuite de l'opération qu'elle devait subir, le tout dans un laps de temps de quelques heures. Ainsi, le vice-président **Amado Boudou** a pris place sur le fauteuil présidentiel pendant la durée de la convalescence de **Cristina Fernández de Kirchner** durant une vingtaine de jours. Heureusement que le problème s'est produit durant la période estivale australe relativement plus calme politiquement qu'en période d'activité normale.

En parallèle à cette actualité, le monde agricole doit faire face à une période de forte sécheresse qui compromet la récolte des céréales. Face à cette situation, les syndicats *ad hoc* demandent, entre autres, une réduction d'impôts. Pour compléter le panorama du feuilleton de la maladie présidentielle, il s'est finalement avéré que Mme Kirchner n'avait pas de cancer. Cette information a soulevé des réactions dans l'opposition qui a crié à la manipulation de l'opinion et des émotions des argentins.

Encore un excédent commercial

L'économie argentine a achevé l'année avec un excédent commercial de près de **11 milliards de dollars**. Avec ce résultat, le pays complète neuf années consécutives avec un solde supérieur de 10 milliards de dollars. Dans l'année, les exportations ont grimpé de 25% par rapport à 2010 totalisant près de **85 milliards de dollars** face à une hausse des importations de 31% à **74,1 milliards de dollars**.

PS : En 2011, les exportations argentines vers le Brésil ont crû de **17,1%** à **16,9 milliards de dollars**. Globalement, le commerce bilatéral a augmenté de 20% dans l'année avec un solde favorable pour le Brésil de **5,8 milliards de dollars**.

Dettes publique et PIB

En septembre 2011, le niveau de la dette publique par rapport au PIB mesuré en dollars a atteint **37,8%**, soit le taux le plus bas depuis 1999. Ainsi, bien que la dette ait crû de 2,17 milliards de dollars au troisième trimestre de 2011, le PIB en dollars l'a fait à un rythme supérieur dans la période. Notons que malgré ce taux bas, dix années après le défaut, le risque-pays reste élevé à 920 points, seulement dépassé par le Venezuela avec 1 217 points, contre 219 pour le Brésil, 210 pour l'Uruguay et 185 pour le Mexique.

Les défis de 2012

Pour l'économie argentine, la crise de l'euro et les ralentissements économiques chinois et brésilien constituent un cadre moins favorable du point de vue international. Sur le plan local, les revendications salariales, les pressions sur le peso et l'inflation mettent à mal le fameux modèle de la politique économique *kirchnériste*. Ainsi, la nouvelle équipe gouvernementale en place depuis décembre 2011 n'aura pas eu beaucoup de temps pour s'habituer au contexte de crise mondiale et à la détérioration de variables économiques du pays, étant obligée de formuler de nouvelles stratégies. En bref, cette année, le pays devrait subir les influences des éléments suivants :

- La crise de l'euro ;
- La baisse des importations des principaux clients (Chine, Brésil) ;
- Une croissance moindre au Brésil ;
- La pression sur le peso par rapport au dollar ;
- Moins de crédit, plus cher et à court terme ;
- Davantage de risque d'une poussée inflationniste ;
- Les revendications salariales ;
- Fin des aides aux services publics ;
- Comptes publics de plus en plus détériorés ;
- Le financement aux provinces compromis par la baisse de la collecte fiscale ;
- Une récolte agricole moins importante que celle de 2011, et donc moins d'exportations et de revenus fiscaux.

Salaires trop faibles

Selon l'institut officiel des statistiques (INDEC), au troisième trimestre de 2011, la moitié des personnes ayant une activité rémunérée gagnait moins de **580 dollars** par mois tandis que 30% ne percevait en moyenne que **370 dollars**.

Attention : le salaire minimum en vigueur depuis août 2011 (533 dollars) n'est pas assez élevé pour acheter le panier de base d'une famille type (587 dollars).

PS : près de 4,17 millions de salariés ne sont pas déclarés, soit 34,3% de la main d'œuvre travaille « au noir » et ne bénéficie donc pas d'avantages sociaux (sécurité sociale, vacances, retraite, etc.).

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 190,7M d'hab.

Densité de population 22,40 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Dilma Vana Rousseff (2011-2014)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2010	2011	2012 ^P
PIB (Md\$)		1 531,2	1 580,2	1 638,7
PIB (Δ %)		7,5	2,8	3,7
PIB/hab. (\$)		8 029	8 286	8 593
Taux d'intérêt court* (%)		10,75	11,00	11,0
Taux d'inflation (Δ %)		5,9	6,5	5,2
Taux de chômage* (%)		6,7	6,4	5,2
Solde commercial (Md\$)		20,3	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		289,1	351,7	351,7
Dettes extérieures* (Md\$)		247,1	247,1	247,1
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	1,67	1,88	
	/EUR	2,21	2,41	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
26,2	67,0	6,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

La 6^{ème} puissance économique mondiale

Selon l'organisme britannique **Centre for Economics and Business Research**, en termes économiques le Brésil a grimpé en 2011 à la 6^{ème} place mondiale, devant le Royaume-Uni. Selon le CEBR, le volume des exportations, principalement vers l'Asie, a agi comme moteur pour la progression du poids économique du pays.

Année record pour les fusions-acquisitions

Selon **KPMG**, en 2011, il y a eu **817** opérations de fusion-acquisitions incluant directement ou indirectement des entreprises brésiliennes, soit 91 de plus qu'en 2010. Du total, 410 opérations ont réuni des entreprises contrôlées par des capitaux brésiliens.

Actualisation du salaire minimum et des allocations chômage

Le 1^{er} janvier dernier, le salaire minimum a été porté à 622 *reais* (environ 341 dollars), ce qui représente près de **26 milliards de dollars** supplémentaires sur le circuit monétaire en 2012. La hausse du salaire minimum est environ de **9,2%** (inflation déduite) par rapport au montant précédent.

De même, à partir de janvier, les allocations chômage seront augmentées de **14,12%**. Ainsi, un travailleur dont la moyenne des derniers salaires mensuels précédent le licenciement est de 1 026,77 *reais* percevra 80% de la moyenne de sa rémunération. L'allocation ne pourra pas être inférieure au salaire minimum et seuls les travailleurs licenciés sans motif pourront bénéficier des allocations. La période de versement a une durée entre trois et cinq mois selon le temps travaillé.

Rio attire les investissements

En 2011, l'État de Rio de Janeiro devrait enregistrer **20 milliards de dollars** d'investissements, principalement dans les secteurs de l'alimentation, du pétrole, de l'industrie navale et l'automobile. Le montant est **50%** supérieur à celui enregistré en 2010.

PS : malgré la période de crise globale, les embauches de personnel progressent dans l'État de Rio de Janeiro, dépassant même celle de l'État de São Paulo.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Miguel Juan Sebastián Piñera Echenique (2010-2014)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2010	2011	2012 ^P
PIB (Md\$)		145,3	154,5	160,5
PIB (Δ %)		5,2	6,3	3,9
PIB/hab. (\$)		8 753	9 307	9 669
Taux d'intérêt court* (%)		3,0	5,25	5,25
Taux d'inflation (Δ %)		3,0	4,4	3,2
Taux de chômage* (%)		7,6	7,2	7,2
Solde commercial (Md\$)		12,1	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		26,1	26,1	26,1
Dettes extérieures* (Md\$)		76,0	76,0	76,0
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	468	521	
	/EUR	612	672	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,3	68,1	9,6

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Fin d'année mouvementée au sommet de l'État

Alors qu'il enregistre des scores d'impopularité jamais vus depuis le retour à la démocratie (environ 62% d'opinions défavorables), le Président **Sebastián Piñera** a procédé fin décembre dernier à son troisième remaniement gouvernemental de l'année 2011.

Pour la seconde fois depuis les manifestations étudiantes du printemps dernier (Cf. étude de juillet 2011, p. 16), le portefeuille de l'Éducation a changé de titulaire alors que le ministre de l'Agriculture quittait son poste pour « motifs personnels » (voir post scriptum plus bas). En revanche, les observateurs ont été surpris de constater que **Rodrigo Hinzpeter**, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, gardait sa place dans l'exécutif en dépit des mauvais chiffres de la délinquance.

PS : M. Piñera a suscité la polémique avec la décision de requalifier la dictature d'**Augusto Pinochet** en « Régime militaire » dans les manuels scolaires, dans un pays où le sujet reste sensible près de 22 ans après le retour de la démocratie.

Un peso qui perd de sa valeur

Au cours de l'année dernière, la monnaie nationale a été dépréciée de **11,3%** par rapport au dollar US, la plaçant parmi les devises latino-américaines ayant perdu le plus de valeur, en compagnie du peso mexicain (13,1%) et du réal brésilien (12,6%).

La mine d'or des IED

En 2011, selon le gouvernement, le montant total des investissements étrangers directs (IED) reçus par le pays durant l'année a atteint le chiffre jamais enregistré de près de **13,8 milliards de dollars**, en hausse de **4%** par rapport à 2010. Ce montant place d'ailleurs le Chili parmi les 20 premiers pays récipiendaires d'IED du globe.

Le secteur minier reste bien sûr le premier secteur récipiendaire avec **9,67 milliards de dollars**, loin devant les services (**2,3 milliards de dollars**). Le Canada et ses groupes miniers concentrent à eux seuls près de **60%** du total des IED réalisés dans les douze mois. Enfin, c'est sans surprise la région minière d'Atacama (nord) qui est la première récipiendaire de l'année avec **56,4%** des montants investis.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 46,0M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Juan Manuel Santos Calderón (2010-2014)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2010	2011	2012 ^P
PIB (Md\$)		184,9	194,5	204,2
PIB (Δ %)		4,3	5,2	5,0
PIB/hab. (\$)		4 055	4 266	4 439
Taux d'intérêt court* (%)		3,0	4,50	4,50
Taux d'inflation (Δ %)		3,2	3,7	3,3
Taux de chômage* (%)		10,2	9,2	9,2
Solde commercial (Md\$)		1,86	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		28,4	28,4	28,4
Dettes extérieures* (Md\$)		61,1	72,1	72,1
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	1 914	1 943	
	/EUR	2 585	2 498	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
26,7	67,2	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Niveau de *remesas* en hausse

La Banque centrale a calculé qu'entre janvier et novembre derniers, les flux financiers que les colombiens de l'étranger envoient à leurs familles restées au pays (*remesas*) se sont chiffrés à **3,78 milliards de dollars**, un montant plus de **5%** supérieur à celui de la même période de 2010.

En détail, sur le seul premier semestre de 2011, ce sont les flux en provenance des colombiens installés en Espagne qui ont été les plus importants (près de 670 millions de dollars), suivis de près par ceux en provenance des États-Unis (652 millions de dollars).

Le pactole des entreprises étrangères

Entre les mois de janvier et de septembre 2011, les quelques 4 500 entreprises étrangères présentes sur le marché colombien ont obtenu au total **10,22 milliards de dollars** de bénéfices, soit une hausse de **39,2%** en variation interannuelle.

Les profits les plus élevés ont été enregistrés dans les secteurs minier, énergétique, manufacturier et financier.

À noter : selon la **Confédération colombienne des chambres de commerce** (Confecámaras), **227 555** entreprises ont été créées entre janvier et novembre 2011 (+6,7% en variation interannuelle).

Les dernières données de la dette externe

RÉPARTITION DE LA DETTE EXTERNE -SEPTEMBRE 2011		
Type de dette externe	Montant (millions \$)	Var./jan.-sept. 2010
PUBLIC	41 411	+7,32%
PRIVÉE	30 648	Nd
TOTAL	72 059	+16,42%

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 112,3M d'hab.

Densité de population 57,17 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2010	2011	2012 ^P
PIB (Md\$)		1 021,3	1 059,1	1 087,7
PIB (Δ %)		5,5	3,7	2,7
PIB/hab. (\$)		9 094	9 431	9 686
Taux d'intérêt court* (%)		4,6	4,5	4,5
Taux d'inflation (Δ %)		4,4	3,6	3,6
Taux de chômage* (%)		5,7	5,0	5,0
Solde commercial (Md\$)		-3,12	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		110,5	142,5	142,5
Dettes extérieures* (Md\$)		46,2	46,2	46,2
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	12,35	13,97	
	/EUR	16,39	18,09	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Les derniers chiffres de l'emploi

- **46,6%** : proportion de mexicains qui, selon le site **OCCMundial.com**, considère l'emploi comme le problème N°1 à régler en 2012, devant la sécurité (27,4%), thème qui était en tête des préoccupations l'an dernier ;
- **+4,2%** : augmentation du salaire minimum légale décidée par le gouvernement pour l'année 2012, soit un peu plus de 2 pesos (0,15 dollar). Le salaire minimum journalier passe donc à 62,33 pesos pour la zone A (4,54 dollars), à 60,57 pesos pour la zone B (4,41 dollars) et à 59,08 pesos pour la zone C (4,31 dollars) ;
- **590 797** : nombre d'emploi créés en 2011 selon le gouvernement, soit 139 550 de moins qu'en 2010. Cinq États ont concentré à eux seuls 48% de la création d'emploi du pays : la ville de Mexico (16,48% du total), l'État de Mexico (10,16%), le Nuevo León (8,13%), le Jalisco (7,1%) et le Coahuila (6,2%).

Exportations : une croissance nettement plus faible

Selon les chiffres de la **Banque interaméricaine de développement (BID)**, les exportations du pays ont crû l'an dernier de **19%** par rapport à 2010, année où le taux avait été bien supérieur (30%).

À titre de comparaison, la croissance des exportations sur l'ensemble de la zone Amérique latine-Caraïbes a été estimée à **26%** et celle du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) à **28%**.

Forte hausse de la dette des États

Entre fin 2007 et fin septembre 2010, la dette totale des 32 États du pays a augmenté de **92,2%** à environ **25,9 milliards de dollars**.

Ces chiffres inquiétants de prime abord sont à relativiser. En effet, ce montant ne représente que **2,7%** du PIB national, un taux maîtrisable d'un point de vue macroéconomique.

Les États où les hausses ont été les plus marquées sont ceux de Jalisco, Nuevo León, Veracruz, le bonnet d'âne revenant à l'État de Coahuila (nord), qui a multipliée sa dette par 75 (sic) en près de trois ans.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,22M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État José Alberto Mujica Cordano (2010-2015)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2010	2011	2012 ^P
PIB (Md\$)		34,2	36,1	37,5
PIB (Δ %)		8,5	5,6	4,0
PIB/hab. (\$)		9 771	10 314	11 646
Taux d'intérêt court* (Δ %)		6,25	8,0	8,0
Taux d'inflation (%)		6,9	8,4	7,0
Taux de chômage* (%)		6,2	5,5	5,5
Solde commercial (Md\$)		-0,14	-0,55	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		7,66	10,3	10,3
Dettes extérieures* (Md\$)		5,54	Nd	Nd
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	20,10	19,38	
	/EUR	25,76	25,10	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Une nation moins peuplée

Le recensement 2011 a révélé que le pays était peuplé de **3 216 257** individus (population équivalente à celle de l'Aquitaine), c'est 24 746 de moins que lors du précédent comptage en 2004 (-0,78%), une tendance causée par une émigration trop importante et un déficit de naissances.

Sur les 19 départements que compte le pays, seuls cinq, principalement situés sur les rives du Río de La Plata, ont vu leur population augmenter en sept ans (Salto, Colonia, San José, Maldonado et Canelones). Quant à la capitale, elle a perdu 74 391 habitants et compte désormais 1,25 million de *montevideanos*.

Dégradation du déficit commercial

L'an passé, les exportations du pays ont atteint le niveau record de plus de **8 milliards de dollars**, chiffre supérieur de 18,1% à celui de 2010, tandis que les importations atteignaient les **8,57 milliards de dollars** (+23,6%), donnant ainsi un déficit commercial annuel de **549 millions de dollars**, soit près de quatre fois supérieur celui de 2010.

PS : le Brésil reste le premier importateur de produits uruguayens avec **1,63 milliard de dollars d'achats** (+11,5%).

Le SMIC local au plus haut...

Depuis le 1^{er} janvier dernier, le salaire minimum national est fixé à **7 200 pesos** (environ 357 dollars), soit une hausse de **20%** par rapport au montant précédent, et le plus élevé jamais imposé depuis 1990.

... et un chômage toujours plus bas

En novembre dernier, selon les statistiques officielles, le taux de chômage s'est chiffré à **5,5%**, contre 5,7% pour le mois précédent, soit un taux de 5,8% à Montevideo et de 5,3% en province.

Pour rappel, le taux de chômage le plus bas jamais enregistré dans le pays est de 5,4%, en décembre 2010.